

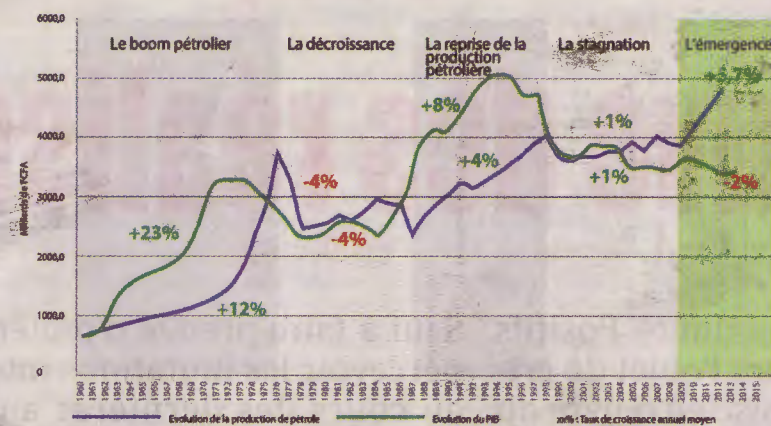
La fin des illusions rentières

Jusqu'en 2010, le Gabon vivait essentiellement-et dangereusement-de la vente de ses ressources naturelles. Depuis, il a pris conscience de son extrême fragilité, et a décidé de changer.

Une seule tendance, documentée et chiffrée, donc mesurable et vérifiable, suffit à signifier le changement d'époque que connaît, au plan économique, le Gabon d'Ali Bongo Ondimba. Depuis 1960, il y a toujours eu une forte corrélation entre l'évolution de la production de pétrole et l'évolution du Produit intérieur brut (PIB) du Gabon, la seconde demeurant rigoureusement captive de la première.

La seule exception à cette règle, c'est la période 2010-2015, au cours de laquelle le pays a connu une baisse de 2% en moyenne de sa production de pétrole, alors même qu'il a eu une croissance moyenne de 5,7%. Même quand les prix du pétrole ont fortement chuté, en 2014 et 2015, le Gabon a certes connu une contraction de son économie, mais n'est pas entré en récession.

Pourtant le scénario aurait pu être cauchemardesque si, prévenantes, les autorités gabonaises n'avaient pas, dès 2009, décidé de procéder à une refondation en profondeur de la structure économique du pays, en prenant des mesures énergiques et courageuses, quitte à se fragiliser politiquement, pour passer d'une économie du tout-pétrole, et donc rentière, à une économie productive et diversifiée.



Il a d'abord fallu restaurer la vision et l'ambition politique et économique, la planification stratégique (notamment dans le cadre du Plan Stratégique Gabon Emergent, qui est la déclinaison décennale du projet de société du président de la République, Ali Bongo Ondimba, «L'Avenir en confiance») comme base de tout développement durable. Une manière de prise en main par les Gabonais et les Gabonaises de leur destin, une manière de réappropriation de leur trajectoire dans la longue marche vers l'histoire et vers l'infini ; une manière de rupture d'avec cette extrême vulnérabilité aux externalités erratiques et inconstantes par essence.

Forge

Il a ensuite fallu le courage de la mise en forge de l'ouvrage de mo-

dernisation et de diversification économique, à travers l'impulsion de quelques dynamiques-clés : développement des secteurs hors-pétrole ; repositionnement du secteur privé comme principal créateur de richesse et pourvoyeur d'emplois décents ; investissement public massif et même exceptionnel au regard de l'histoire économique récente du pays (Entre 2010 et 2015, l'Etat Gabonais a investi plus de 4579 milliards de FCFA dans l'économie nationale, c'est-à-dire plus que le montant cumulé des investissements publics entre 1980 et 2009) dans l'économie du pays ; prélèvement et exploitation rationnelle des ressources en vue de leur préservation pour les générations futures dans le cadre d'un développement durable ; renforcement de l'attention sociale de

l'Etat vis-à-vis des couches sociales et professionnelles vulnérables.

Aujourd'hui, les premiers résultats, au plan macro-économique, consacrent la justesse et la pertinence de cette politique volontariste. D'une croissance moyenne de 1,3% entre 2004 et 2008, le Gabon est passé à une croissance moyenne de 5,7% entre 2010 et 2015, selon le Fonds monétaire international, et ce malgré une double conjoncture défavorable, liée d'une part à la baisse constante, depuis des décennies, de la production pétrolière, et, d'autre part, à l'effondrement des cours mondiaux de l'or noir. Grâce à cette performance, le Gabon est passé du 50ème rang sur 53 pays en termes de dynamique économique en Afrique pour la période 2004-2008, au

18ème rang sur la période 2010-2015, s'imposant comme le quatrième pays d'Afrique qui a connu la plus forte accélération de croissance.

La bonne nouvelle, c'est que cette croissance a été essentiellement portée par les filières hors pétrole, qui ont été très dynamiques, avec un taux de croissance en 2011 et 2012 de plus de 10%. Cette croissance hors pétrole a été très bénéfique au pays, car ces filières créent beaucoup plus d'emplois pour les nationaux. Ainsi, le pays a créé 4 fois plus d'emplois entre 2009 et 2014 qu'entre 2005 et 2009. Sur cette dernière période, le secteur privé avait détruit 3000 emplois. Entre 2009 et 2014, le même secteur privé est parvenu à créer 24 000 emplois ■

